



C.E FRET

SON FONCTIONNEMENT, SES ACTIVITÉS, La délégation CGT fait le point !

Les cheminots, avec la CGT, n'en voulaient pas. La Direction l'a mis en place contre vents et marées, et, pourrait-on ajouter contre toute logique, dans le but de faire passer ses dossiers de déstructurations et préparer la filialisation du fret.

Depuis, les cheminots l'auront constaté, la direction de la SNCF considère le Fret comme extérieur à sa compétence, donc de ses préoccupations !

Dans ce contexte, les élus CGT ont plusieurs fois dû rappeler à une direction surtout occupée à brader le Fret à des mercenaires venus du privé, qu'ils seraient attentifs à ce que cette branche d'activité reste dans l'EPIC SNCF.

L'enjeu est de taille puisque une partition de l'entreprise de cette ampleur aurait inmanquablement des conséquences sur toute l'entreprise et entraînerait la fin du statut des cheminots, leur mise en concurrence entre eux et le démantèlement de la SNCF. Cela signifierait également, et c'est loin d'être négligeable, une moindre offre de transport de marchandises et donc... Une moindre satisfaction des besoins de la population, des collectivités et du tissu économique territorial. Bref, une façon supplémentaire de ne pas être le service public dont la nation a besoin !

SOMMAIRE

- > p1 : **C.E FRET**
La CGT fait le point
- > p2 : **Les élus de la CGT :**
relais des luttes !
- > p3 : **C.E FRET :** une
chambre d'enregistrement ?
- > p4 : **Poursuivre les
mobilisations**
- **plus forts pour gagner :**
j'adhère à la CGT

L'organisation de la pénurie !

Il n'aura échappé à personne que depuis le tournant impulsé en 2003 par le plan VERON dans la politique de l'entreprise, la SNCF s'est ingéniée à baisser le niveau de trafic. Nous en sommes aujourd'hui à moins de 46% de ce que nous étions capables de faire en 2000. Les plans MAREMBAUD, NADAL, BLAYAU ont été, ou bien sont, de la même veine : c'est toujours moins de trains, moins de marchandises transportées, moins de territoires desservis, moins de cheminots mais ... toujours plus de déficit, et de camions sur les routes !

Tout se passe en fait comme si la direction de l'entreprise, après avoir fait son possible pour résister à la politique de volume voulue par le gouvernement au tournant des années 2000, avait organisé une spirale de déclin des trafics fret et d'endettement systématique de l'activité afin d'être sûr que plus jamais il ne soit possible de faire redémarrer le fret ferroviaire sous l'égide du transport public.

Plus inquiétant, l'analyse des comptes 2009 effectuée par le cabinet SECAFI a démontré clairement que la direction avançait à l'aveuglette et que les décisions qu'elle nous a présentées comme celles de « la dernière chance » ne reposaient sur aucun indicateur valable et vérifiable par tous.

Les cheminots n'ont donc jamais eu autant raisons de contester des choix de la direction qui apparaissent de plus en plus comme purement idéologiques et de nature à créer les conditions du dumping social.

Les élus de la CGT : relais des luttes !

Les cheminots ne se sont pas privés de contester la politique de PEPY, BLAYAU et du gouvernement.

Ainsi dès le 3 juin 2009, à peine plus d'un mois après la création du CE, ce sont plus d'un millier de cheminots qui viendront interpellier le directeur d'alors, M.NADAL qui fut obligé de reconnaître devant la CGT que la remise en cause du RH 0077 (réglementation du travail) n'était d'aucune utilité pour combler le déficit abyssal du Fret.

Les mobilisations des cheminots de Somain, Miramas, Thouars, Le Bourget, Villeneuve Saint Georges ; pour ne citer que ceux là furent amplement relayées par les élus CGT au CE Fret. Force est de constater que la lutte paie et que si les cheminots ont raison d'avoir encore des inquiétudes, ils ont réussi par leurs mobilisations à faire que le CE national Fret ne soit pas la chambre d'enregistrement et l'outil institutionnel d'accompagnement de la casse dont rêvait la direction.

De ce point de vue, le conflit social du mois d'avril dernier et le colloque national Fret du CCE de la SNCF du 15 juin 2010 ont rappelé avec force que le fret était toujours intégré dans la SNCF et que les cheminots n'acceptaient pas le démantèlement du fret et de l'entreprise publique. Depuis, nombre de projets de casse sont freinés que ce soit sur le Wagon isolé, les entités privatisables, les transferts de personnel, etc.

Il ne tient qu'à nous de continuer... !

Après 12 mois de mandat, il est bon de tirer un bref retour d'expérience.

C'est dans la confusion la plus totale que le Comité d'Etablissement national Fret a été mis en place, par la précipitation d'une part de l'entreprise à vouloir aborder rapidement des dossiers économiques, et d'autre part des directions régionales qui n'ont pas pris la dimension et l'importance de cette instance.

La création de ce CE FRET, à laquelle nous nous sommes opposés, est le dernier avatar de la politique de déstructuration du Fret ferroviaire initiée dès 2003 sur mandat de la direction par VERON. Il n'a pour seul but que d'adapter les IRP (Instances Représentatives du Personnel) aux besoins de la direction afin d'accélérer les réorganisations.

Voilà le but de la création d'une instance nationale Fret !! Quelle ambition !

Lors de sa mise en place, la direction n'envisageait pas de travailler les documents en amont des séances plénières dans la commission économique du CE Fret, comme tel est le cas dans nos Comités d'Etablissements Régionaux.

Son seul souhait étant bien entendu de se contenter de satisfaire les obligations légales sans débat, afin de valider les dossiers le plus rapidement possible.



**RIEN N'EST DÉFINITIVEMENT ÉCRIT D'AVANCE.
NOS LUTTES ET NOS ACTIVITÉS MARQUENT DES POINTS.**

CE FRET : Une chambre d'enregistrement ?

C'est ce que voulait faire la direction du Fret, de cette instance : Imposer un accord de branche avec les élus du CE Fret, en écartant la fédération Cgt.

Après de multiples rencontres entre la fédération Cgt et la direction nationale, la commission économique a trouvé toute sa pertinence.

De mois en mois, des dossiers lourds de conséquences ont été présentés, les Comptes de l'entreprise sur l'exercice 2009, le dossier des pôles d'activités avec la création de l'entité Belle Ile.....

Pour autant, les entités privatisables qui devaient être créées ne sont toujours pas d'actualité et pour cause !

La Cgt n'a eu de cesse depuis la création du CE Fret, de condamner la politique qui anime la direction de l'entreprise et du gouvernement, de produire des propositions alternatives et de fournir des arguments pour mobiliser les cheminots.

Les différentes actions de la dernière période et plus précisément celle du mois d'avril 2010, auront permis de freiner la stratégie de la direction fret et de remettre en cause les opérateurs ferroviaires privés de proximité en Auvergne, dans le Morvan et à la Rochelle. Les discussions sont toujours en cours dans l'ensemble des Régions, pour imposer d'autres choix.

L'erreur stratégique commise par la technocratie de la SNCF a été de considérer en 2003 que l'on pouvait réduire le déficit d'exploitation (450 millions d'euros) en recherchant l'équilibre financier par le bas. D'aucuns ont pensé que l'on pouvait gérer une activité transport dans une entreprise publique nationale comme on gère une usine de casseroles ! On le sait plus on taille, plus il faut tailler ! C'est une stratégie suicidaire !

Cette politique de la terre brûlée menée en accord entre le gouvernement et la direction de l'entreprise, montre que l'activité Fret a été divisée par 2 depuis 2003. Cette érosion de l'activité s'est accélérée en 2009, avec l'amorce de la réduction du plan de transport du wagon isolé et le recentrage des activités sur les flux les plus rentables.

Après une année de mise en place du schéma directeur il en ressort que Fret SNCF enregistre une baisse de 353 M€ de son chiffre d'affaires, et que tout ne peut être imputé à la crise.

Le résultat de Fret SNCF est de -900 millions €, continuant à accentuer sa dette qui est de l'ordre de 2.121 milliards €.

En 2008, l'activité avait supprimé 1619 emplois, 2009 ne déroge pas à la règle avec 1851 emplois en moins.

Près de 30 % des effectifs ont disparu depuis la création de « la famille fret »,

Fret réduit ses effectifs de manière très constante. Chaque mois, c'est 2% d'entre eux qui disparaissent, engendrant des problèmes dans la chaîne de production et la qualité des acheminements.

C'est sur le premier collègue, les sédentaires (-862) et les tractionnaires (-491) que l'entreprise a réalisé le plus de suppressions d'emplois pour la seule année 2009.

F
R
E
T

S
N
C
F

FRET SNCF

Pour la CGT, il faut revenir à une politique de volume, par une stratégie de massification des trafics, passant par la mutualisation des moyens de production qu'ils soient humains et matériels.

Aujourd'hui la politique de la direction est un échec flagrant : l'argent qu'a versé l'Europe n'a servi qu'à réduire artificiellement le déficit ! L'ouverture au privé n'a pas développé le mode ferroviaire, loin s'en faut, il n'a fait que transférer aux entreprises privées pratiquant le dumping social les marchés que la SNCF leur a sciemment abandonnés pour la plupart d'entre eux.

L'objectif de réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre de 20%, d'ici 2020, dans le secteur des transports n'est pas renégociable.

Le nouveau plan Fret de la SNCF intitulé « Schéma directeur pour un nouveau transport écologique de transport » n'a d'écologique que le titre. En effet l'entreprise publique se fixe un objectif de réduction des trafics, abandonne la desserte de plusieurs territoires, se sépare de moyens humains et matériels (locomotives, wagons, installations...) Ce n'est pas un objectif de croissance de la part modale ferroviaire qui est mis en œuvre, contrairement aux engagements du « Grenelle de l'Environnement », mais de pertes de parts de marché. Et cela va s'accroître avec l'abandon programmé de 60 % à 70% de l'activité « wagon isolé » par la SNCF. Cette stratégie qui découle de la mise en application de la feuille de route gouvernementale est absurde. Elle est un contresens absolu de ce qu'il convient de mettre en œuvre pour relever le défi de la lutte contre le changement climatique et pour un réel aménagement du territoire.



**RIEN N'EST DÉFINITIVEMENT ÉCRIT D'AVANCE.
NOS LUTTES ET NOS ACTIVITÉS MARQUENT DES POINTS.**



Carte à échanger auprès d'un militant CGT contre une adhésion officielle

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

_____ Fonction : _____

Tél : _____ e.mail : _____ @ _____

Grade : _____ Établissement : _____

**ensemble, plus forts
pour gagner**

Fédération CGT des cheminots 263 Rue de Paris 93515 Montreuil Cedex
adhesion@cheminotcgt.fr • www.cheminotcgt.fr • tél : 01 49 886 100